LET'S DREAM
TOGETHER OF
A NEW RESPONSIBLE
WORLD...

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET SOCIAUX

AU 30 JUIN 2018

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا

ⴱⵎⵙⵉⵓ ⴱⴰⵏⴽ ⵓⴼ ⴰⴼⵔⵉⴽⴰ

PRINCIPES DE LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS9

Objectif et calendrier

L'objectif de la norme IFRS 9, Instruments financiers, est d'établir des principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers. Ces principes visent à remplacer ceux actuellement énoncés par la norme IAS 39, Instruments financiers.

Ce projet a été scindé en trois phases :

Phase 1 - Classement et évaluation des instruments financiers ;

Phase 2 - Dépréciation des actifs financiers ;

Phase 3 – Comptabilité de couverture.

Cette nouvelle norme est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (hors comptabilité de couverture). L'application est rétrospective, c'est-à-dire que le stock des instruments financiers détenus en date de première application doit être retraité conformément aux dispositions d'IFRS 9. L'impact de la première application est enregistré dans les capitaux propres du bilan d'ouverture du premier exercice d'application (soit le 1er janvier 2018). La norme ne requiert pas le retraitement des comparatifs (le bilan et le compte de résultat de l'exercice 2017 restent inchangés). Cette option a été retenue par le Groupe BMCE BANK OF AFRICA.

Il convient de préciser que des modifications ont été apportées à la publication du FTA au 01/01/2018 mais n'ayant aucun impact sur les capitaux propres.

Classification et évaluation des actifs financiers

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI »);
- Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :

- Des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
- Des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

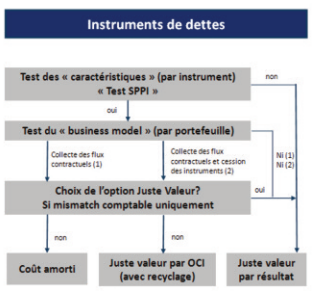
- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié:

- D'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- D'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

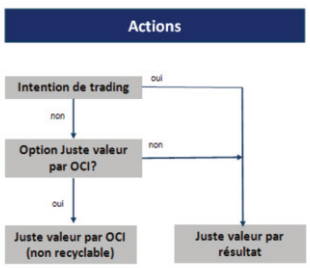
Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au résultat du test des caractéristiques contractuelles peut être représenté sous la forme du diagramme ci-après :



Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- Toujours évalués à la juste valeur par résultat,
- Sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

Le mode de comptabilisation des instruments de capitaux propres peut être représenté sous la forme du diagramme ci- après :



Classification et évaluation des passifs financiers

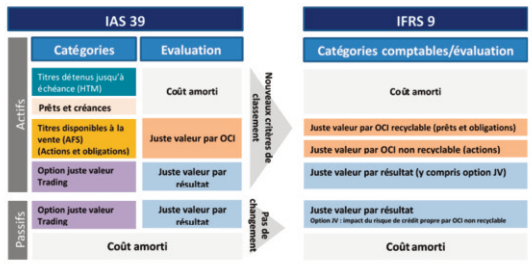
La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- Passif financier au coût amorti ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat ;
- Passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat:

- Dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou
- Si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- Si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.



Dépréciation des actifs sous IFRS 9

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle constitue un changement par rapport au modèle d'IAS 39 qui est basé sur les pertes de crédit avérées.

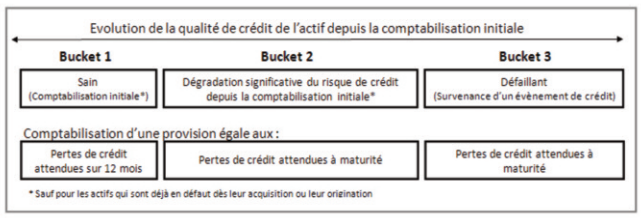
Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : la norme requiert de nouvelles exigences dans le suivi du risque avec le recours aux données prospectives de type macroéconomiques pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant de contrats de location. Les instruments de capitaux propres ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui inclue notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.



Le calcul des dépréciations s'appuie sur 3 paramètres principaux :

- EAD (Exposure at default), qui traduit l'exposition réelle de la banque sur le contrat au moment du défaut (tient compte du bilan et du hors bilan);
- Probabilité de défaut (PD) à un an ou à maturité intégrant la notion de Forward Looking ;
- D'une LGD (Loss given default), soit une estimation de la perte économique finale que l'établissement s'attend à supporter en cas de tombée en défaut d'un dossier (en pourcentage).
- Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces 3 paramètres.

En cas d'indisponibilité de données pour calibrer la PD et la LGD, le Groupe se base sur les pertes ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille pour calculer un taux de pertes attendues.

Les pertes de crédit attendues sont constatées à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur,
- Lors des évaluations ultérieures :
  - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
  - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.

ANNEXES RELATIVES À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS9

Tableaux de passage des catégories comptables sous IAS 39 vers IFRS 9

Actifs financiers	31/12/2017	01/01/2018								
		Reclassement au titre d'IFRS 9								
			Actifs financiers à la juste valeur par résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres				
				Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat						
	Valeur au bilan selon IAS 39	Banques Centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments de dettes comptabilisés à la juste par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes
Banques Centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux	15 497 685	14 490 894								1 006 792
Actifs financiers à la juste valeur par résultat										
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	*34 002 616*		*33 808 089*							
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat				*194 527*						
Instruments dérivés de couverture										
Actifs disponibles à la vente	10 531 128			1 706		1 338 073	4 039 527		1 304 237	3 847 585
Prêts et créances sur les établissements de crédit	25 177 051							25 177 051		
Prêts et créances sur la clientèle	183 814 990								183 814 990	
Titres détenus jusqu'à l'échéance	23 016 078			1 232 941			8 954			21 774 183
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	**292 039 548**	**14 490 894**	**33 808 089**	**1 429 174**		**1 338 073**	**4 048 481**	**25 177 051**	**185 119 227**	**26 628 560**
Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9				8 222		-2 670		-29 927	-3 134 956	-179 007
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9 au 1er janvier 2018		**14 490 894**	**33 808 089**	**1 437 396**		**1 335 403**	**4 048 481**	**25 147 124**	**181 984 271**	**26 449 553**

Passifs financiers	31/12/2017	01/01/2018					
		Reclassement au titre d'IFRS 9					
		Passifs financiers à la juste valeur par résultat			Passifs financiers au coût amorti		
	Valeur au bilan selon IAS 39	Passifs financiers détenus à des fins de transaction	Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments dérivés de couverture	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Dettes représentées par un titre
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	1 768 686	37 094	1 737 600				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	*1 768 686*	*37 094*					
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			*1 737 600*				
Instruments dérivés de couverture	6 008						
Dettes envers les établissements de crédit	44 958 940				44 958 940		
Dettes envers la clientèle	198 783 598					198 783 598	
Dettes représentées par un titre	15 101 490						15 101 490
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IAS 39	**260 618 722**	**37 094**	**1 737 600**		**44 958 940**	**198 783 598**	**15 101 490**
Retraitement de la valeur comptable au titre d'IFRS 9							
Soldes comptables selon les critères de valorisation d'IFRS 9 au 1er janvier 2018		**37 094**	**1 737 600**		**44 958 940**	**198 783 598**	**15 101 490**

Tableau de passage entre les dépréciations selon IAS 39 et IFRS 9

Dépréciations sur actifs financiers	31/12/2017	01/01/2018								
		IFRS 9 - Reclassement des montants de dépréciations								
			Actifs financiers à la juste valeur par résultat			Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres				
				Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat						
	IAS 39 - Montant de la dépréciation	Banques Centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Instruments de capitaux propres	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	Instruments de dettes comptabilisés à la juste par capitaux propres recyclables	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Prêts et créances sur les établissements de crédit	Prêts et créances sur la clientèle	Titres de dettes
Banques Centrales, Trésor Public, Services des chèques postaux										
Actifs disponibles à la vente	431 185						431 185			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	68 751							68 751		
Prêts et créances sur la clientèle	9 377 885								9 377 885	
Titres détenus jusqu'à l'échéance										
Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IAS 39	**9 877 821**						**431 185**	**68 751**	**9 377 885**	
Retraitements des dépréciations selon IFRS 9						2 670	-431 185	29 927	3 134 957	179 007
Soldes comptables de dépréciations selon IFRS 9 au 1er janvier 2018						**2 670**		**98 678**	**12 512 842**	**179 007**

Ventilation des dépréciations des prêts et créances sur la clientèle selon IAS 39	31/12/2017		
	Dépréciations collectives	Dépréciations individuelles	Total
Soldes comptables de dépréciations	2 517 473	6 860 412	9 377 885
Reclassements	-1 861 771	1 861 771	
Soldes comptables retraité de dépréciations	655 702	8 722 183	9 377 885

* En IAS 39, les provisions collectives intégraient les provisions statistiques des traitements de masse sur les petits dossiers en défaut, qui, pour être comparables dans le cadre de la transition IFRS 9 doivent être reclassés parmi les dépréciations individuelles.

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Soldes comptables de dépréciations selon les dispositions d'IFRS 9 FTA (au 01/01/2018)	1 313 542	2 310 794	8 888 506	12 512 842

Détail des dépréciations selon IFRS 9 par Bucket et par Rubrique du Bilan

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Coût amorti				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	29 162		69 516	98 678
Prêts et créances sur la clientèle	1 313 542	2 310 794	8 888 506	12 512 842
Titres de dettes	137 310	41 697		179 007
JV par OCI recyclables				
Prêts et créances sur les établissements de crédit				
Prêts et créances sur la clientèle				
Titres de dettes	2 670			2 670
Total	**1 484 684**	**2 352 491**	**8 958 022**	**12 793 197**

Provisions sur engagements de Hors Bilan

en KMAD

Provisions sur engagements de hors bilan	31/12/2017 IAS 39 - Montant de provisions	Retraitements des provisions sous IFRS 9	01/01/2018 IFRS 9 - Montant de provisions
Soldes comptables de provisions		255 148	255 148

Engagements hors bilan :	01/01/2018		
Répartition par bucket sous IFRS 9	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Total	250 889	4 259	0

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

Le Groupe a adopté la nouvelle norme IFRS 9 sur les instruments financiers et l'impact de la première application est enregistré dans les capitaux propres du bilan d'ouverture au 1er janvier 2018 sans retraitement des comparatifs, comme prévu par la norme.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 30 juin 2018, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank Of Africa sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprises

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition .

Écart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels indentifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Évaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparait un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La juste valeur, étant le montant auquel on pourrait raisonnablement s'attendre pour la vente d'une UGT, à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.

La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :

- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur , qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

La norme IFRS 9 remplace les modèles de classification et d'évaluation des actifs financiers prévus par la norme IAS 39 par un modèle comprenant uniquement 3 catégories comptables :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par capitaux propres : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans les « autres éléments du résultat global » (« juste valeur par OCI »);
- Juste valeur par résultat : les variations de juste valeur de l'instrument financier sont impactées dans le résultat net.

La classification d'un actif financier dans chaque catégorie est fonction :

- des modalités de gestion (« business model ») définies par l'entreprise
- et des caractéristiques de ses flux de trésorerie contractuels (critère du « solely payments of principal and interest », ou « SPPI »).

Les modalités de gestion sont relatives à la manière dont la société gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie et de créer de la valeur. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

La norme IFRS 9 distingue trois modèles de gestion :

- La collecte des flux de trésorerie contractuels, soit le modèle de gestion « Collecte » ;
- La collecte des flux contractuels et la vente des actifs, soit le modèle de gestion « Collecte et Vente » ;
- Les autres intentions de gestion, soit le modèle de gestion « Autre / Vente ».

Le second critère (critère « SPPI ») s'analyse au niveau du contrat. Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié:

- d'instruments de dette (i.e. prêts et titres à revenu fixes ou déterminables) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (i.e. actions).

Le classement d'un instrument de dette dans l'une des catégories d'actifs financiers est fonction du modèle de gestion qui lui est appliqué par l'entreprise et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'instrument (critère SPPI). Les instruments de dette qui répondent au critère SPPI et au modèle de gestion « Collecte » sont classés au coût amorti. Si le critère SPPI est vérifié mais le modèle de gestion est la collecte et la vente, l'instrument de dette est classé en juste valeur par capitaux propres (avec recyclage). Si le critère SPPI n'est pas vérifié et si le modèle de gestion est autre, l'instrument de dette est classé en juste valeur par résultat.

Selon la norme IFRS 9, les instruments de capitaux propres détenus (actions) sont :

- toujours évalués à la juste valeur par résultat,
- sauf ceux qui ne sont pas détenus à des fins de transaction pour lesquels la norme permet de faire le choix irrévocable, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de le comptabiliser en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global (juste valeur par OCI), sans possibilité de recyclage par résultat. Les actifs classés dans cette catégorie ne feront pas l'objet de dépréciation. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres. Seuls les dividendes sont reconnus en résultat.

La norme IFRS 9 prévoit des modèles de classification et d'évaluation des passifs financiers selon 3 catégories comptables :

- passif financier au coût amorti ;
- passif financier à la juste valeur par résultat ;
- passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

A la date de comptabilisation initiale, un passif financier peut être désigné, sur option irrévocable, à la juste valeur par résultat:

- dans certaines conditions lorsque le passif contient des dérivés incorporés ; ou
- si cela conduit à une information plus pertinente du fait de l'élimination ou la réduction significative d'une distorsion de traitement comptable (« mismatch ») ; ou
- si le passif est géré avec d'autres instruments financiers qui sont évalués et gérés à la juste valeur conformément à une politique d'investissement ou de gestion des risques et que l'information est communiquée sur cette base aux principaux dirigeants au sens d'IAS 24.

Par ailleurs, pour ces passifs, la norme permet la comptabilisation de la variation de juste valeur attribuable à la variation du risque de crédit propre en autres éléments du résultat global. Toutefois, ce traitement comptable n'est possible que dans la mesure où il ne contribue pas à créer ou aggraver un « mismatch » comptable.

En 2013, la banque a émis un emprunt à l'international de 300 millions de dollars à taux fixe. Cet emprunt est couvert par un swap de même caractéristiques que ceux de l'emprunt (un taux fixe contre un taux variable). Cette opération est qualifiée de couverture de juste valeur. L'emprunt et le swap sont ainsi valorisés à la juste valeur par résultat.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

La norme IFRS 9 introduit un nouveau modèle de reconnaissance de dépréciation des actifs financiers basé sur les pertes de crédit attendues. Ce modèle constitue un changement par rapport au modèle d'IAS 39 qui est basé sur les pertes de crédit avérées.

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains non sensibles ;
- Le « Forward looking » : la norme requiert de nouvelles exigences dans le suivi du risque avec le recours aux données prospectives de type macroéconomiques pour apprécier les paramètres de défaut ;
- La nécessité de suivre la dégradation du risque de crédit au cours de sa vie depuis l'origine au niveau contrat ;
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant de contrats de location. Les instruments de capitaux propres ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « Bucket 1 » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels il sera calculé une perte de crédit attendue à horizon 1 an.
- « Bucket 2 » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à courir ou maturité résiduelle.
- « Bucket 3 » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39. L'entité comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en bucket 3 ne sont plus respectées, ces instruments sont reclassés en bucket 2 puis en bucket 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

Le suivi de la dégradation du risque s'appuie sur les dispositifs de suivi des risques internes qui inclue notamment les dispositifs de suivi des créances sensibles et les impayés.

Le calcul des dépréciations s'appuie sur trois paramètres principaux :

- EAD (Exposure at default), qui traduit l'exposition réelle de la banque sur le contrat au moment du défaut (tient compte du bilan et du hors bilan);
- probabilité de défaut (PD) à un an ou à maturité intégrant la notion de Forward Looking ;
- D'une LGD (Loss given default), soit une estimation de la perte économique finale que l'établissement s'attend à supporter en cas de tombée en défaut d'un dossier (en pourcentage).

Pour définir ces paramètres, le groupe s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants. Les pertes de crédit attendues des instruments financiers sont évaluées comme le produit de ces trois paramètres.

En cas d'indisponibilité de données pour calibrer la PD et la LGD, le Groupe se base sur les pertes ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille pour calculer un taux de pertes attendues. Les pertes de crédit attendues sont constatées à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Pour les titres (qui sont en grande majorité des titres souverains), le calcul de la dépréciation est déterminé selon les principes suivants :

- Lors de l'acquisition des titres : l'ensemble des titres sont considérés comme faisant partie du Bucket 1 quel que soit le rating de l'émetteur,
- Lors des évaluations ultérieures :
  - En cas de dégradation de la note de l'émetteur, le titre passe au bucket 2
  - Sur la base des pertes de crédit avérées à maturité si la contrepartie est en défaut – Bucket 3.

Renégociations de prêts dans les comptes des prêteurs (« forbearance »)

La Banque respecte les exigences des normes IFRS en matière de traitement des « forbearance » et notamment pour les crédits restructurés. Les flux futurs sont actualisés au Taux d'Intérêt Effectif d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégrée sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE Bank Of Africa et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE Bank Of Africa et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Au 30 juin 2018, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat».

h. Évaluation de la « juste valeur » Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

La valeur des produits dérivés n'étant pas significative à ce jour, la banque continuerait à surveiller le seuil de signification de cette rubrique pour prendre en compte les ajustements de la juste valeur liés au calcul du Risque de crédit propre « DVA » / Risque de contrepartie « CVA ».

i. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation.

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

j. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

k. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

l. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank Of Africa, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank Of Africa.

Matrice de décomposition retenue par BMCE Bank Of Afica

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

Conformément aux exigences du paragraphe 79.e) de la norme IAS40, le groupe procède à la valorisation de ses immeubles de placement dont le coût d'acquisition est jugé substantiellement significatif à l'occasion de chaque arrêté annuel par le biais de cabinets externes.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et« Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 30 juin 2018 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation…) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture…) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE Bank Of Africa sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

Le Groupe n'a pas procédé à l'attribution d'actions au cours des exercices 2017 et 2018 au profit de ses salariés.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

BMCE BANK OF AFRICA
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EN NORMES IFRS
AU 30 JUIN 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

EY
Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

KPMG
11. Avenue Bir Kacem
Souissi 10000 RABAT
Maroc

GROUPE BMCE BANK OF AFRICA
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2018

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de BMCE BANK OF AFRICA et ses filiales (Groupe BMCE BANK OF AFRICA) comprenant l'état de la situation financière consolidé, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, le tableau des flux de trésorerie consolidés, l'état de variation des capitaux propres consolidés et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2018. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 22.197.349, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 1.625.852.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE BANK OF AFRICA dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de dations, pour un montant total de 5,5 milliards de dirhams au 30 juin 2018. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 30 juin 2018.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE BANK OF AFRICA arrêtés au 30 juin 2018, conformément aux Normes Comptables Internationales (IAS/IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe exposant les effets dus à la première application d'IFRS 9.

Casablanca, le 28 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

KPMG
Jamal SAAD EL IDRISSI
Associé

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	30/06/2018	01/01/2018* FTA	31/12/2017
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	12 935 947	14 490 894	15 497 685
Acitfs financiers à la juste valeur par résultat			34 002 616
- Actifs financiers détenus à des fins de transactions	*29 367 640*	*33 808 089*	
- Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	*1 126 237*	*1 437 396*	
Instruments dérivés de couverture			
Actifs disponibles à la vente			10 531 128
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres			
- Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	*1 629 151*	*1 335 403*	
- Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	*3 755 027*	*4 048 481*	
Actifs détenus jusqu'à échéance			23 016 078
Titres au coût amorti	25 015 621	26 449 553	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	21 452 497	25 147 124	25 177 051
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	178 119 552	181 984 271	183 814 990
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Placements des acitivités d'assurance			
Actif d'impôt exigible	1 025 089	855 725	855 725
Actif d'impôt différé	1 777 665	1 802 409	793 123
Comptes de régularisation et autres actifs	6 496 145	6 095 077	6 095 077
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans les entreprises mises en équivalence	738 066	643 037	643 037
Immeubles de placement	3 878 420	3 824 439	3 824 439
Immobilisations corporelles	7 541 036	7 302 800	7 302 800
Immobilisations incorporelles	839 007	937 808	937 808
Ecart d'acquisition	852 310	852 310	852 310
TOTAL ACTIF IFRS	296 549 410	311 014 816	313 343 867

En milliers de DH

PASSIF IFRS	30/06/2018	01/01/2018* FTA	31/12/2017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat			1 768 686
- Passifs financiers détenus à des fins de transactions	*12 083*	*37 094*	
- Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	*1 774 825*	*1 737 600*	
Instruments dérivés de couverture			6 008
Titres de créance émis	14 224 395	15 101 490	15 101 490
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	42 357 333	44 958 940	44 958 940
Dettes envers la clientèle	194 174 031	198 783 598	198 783 598
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux			
Passif d'impôt courant	976 525	740 856	740 856
Passif d'impôt différé	1 654 565	1 601 333	1 598 944
Comptes de régularisation et autres passifs	8 688 064	13 419 677	13 419 677
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions pour risques et charges	991 384	1 087 637	832 490
Subventions - fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie			
Dettes subordonnées	9 498 856	11 448 754	11 448 754
TOTAL DETTES	274 352 061	288 916 979	288 659 443
Capitaux propres			
Capital et réservers liées	14 334 304	13 748 403	13 748 403
Réserves consolidées			
- Part du groupe	*1 244 827*	*2 788 767*	*2 427 415*
- Part des minoritaires	*3 831 430*	*4 420 422*	*4 625 624*
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
- Part du groupe	*611 105*	*596 815*	*495 942*
- Part des minoritaires	*549 831*	*543 430*	*543 259*
Résultat de l'exercice			
- Part du groupe	*1 125 155*		*2 036 321*
- Part des minoritaires	*500 697*		*807 460*
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	22 197 349	22 097 837	24 684 424
TOTAL PASSIF IFRS	296 549 410	311 014 816	313 343 867

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

Compte de Résultat IFRS	juin-18	juin-17
Intérêts et produits assimilés	7 260 430	7 338 369
Intérêts et charges assimilées	-2 608 376	-2 592 649
MARGE D'INTÉRÊT	**4 652 054**	**4 745 720**
Commissions perçues	1 443 194	1 280 430
Commissions servies	-211 832	-187 373
MARGE SUR COMMISSIONS	**1 231 362**	**1 093 057**
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
Gains ou pertes nets sur instruments à la juste valeurs par résultat	125 725	307 655
Gains ou pertes nettes sur actifs/passifs de transactions	*123 467*	*307 655*
Gains ou pertes nettes sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	*2 258*	
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la JV par capitaux propres	197 171	
Gains ou pertes nettes sur instruments de dettes comptabilisés en CP recyclables		
Rémunérations des instruments de capitaux propres comptabilisés en CP non recyclables	*197 171*	
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		192 291
Gains ou pertes résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs fiancier à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers par CP en actifs financier à la juste valeur par résultat		
Produit net des activités d'assurance		
Produit net des autres activités	525 574	552 387
Charges des autres activités	-231 943	-200 584
PRODUIT NET BANCAIRE	**6 499 943**	**6 690 526**
Charges générales d'exploitation	-3 442 863	-3 346 973
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-305 167	-373 859
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**2 751 913**	**2 969 694**
Coût du risque	-648 891	-633 456
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**2 103 022**	**2 336 238**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	20 390	43 647
Gains ou pertes nets sur autres actifs	44 281	31 985
Variations de valeur des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	**2 167 693**	**2 411 870**
Impôt sur les résultats	-541 841	-605 622
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou encore en cession		
RÉSULTAT NET	**1 625 852**	**1 806 248**
Résultat Hors-groupe	500 697	517 848
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE	**1 125 155**	**1 288 400**

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	juin-18	juin-17
Résultat net	**1 625 852**	**1 806 248**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	**15 676**	**2 697**
Écarts de conversion	15 676	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 697
Ecarts de réévaluation		2 697
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	**23 945**	
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définis		
Eléments évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	23 945	
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**39 621**	**2 697**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**1 665 473**	**1 808 945**
Part du groupe	1 167 967	1 291 594
Part des intérêts minoritaires	497 506	517 351

BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.ir-bmcebankofafrica.ma

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Total d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2016 corrigés	**1 794 634**	**11 504 456**		**4 970 436**	**-9 794**	**18 259 732**	**5 322 955**	**23 582 687**
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2016	**1 794 634**	**11 504 456**		**4 970 436**	**-9 794**	**18 259 732**	**5 322 955**	**23 582 687**
Opérations sur capital		449 313		-449 313				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-523 494	-1 420 811
Résultat de l'exercice				**2 036 321**		**2 036 321**	**807 460**	**2 843 781**
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres					-408 252	-408 252	442 957	34 705
Ecarts de conversion					-31 826	-31 826		-31 826
Gains ou pertes latents ou différés					**-440 078**	**-440 078**	**442 957**	**2 879**
Variation de périmètre				**-92 449**		**-92 449**	**25 910**	**-66 539**
Autres variations				**-158 128**		**-158 128**	**-99 445**	**-257 573**
Capitaux propres clôture 31.12.2017	**1 794 634**	**11 953 769**		**5 409 550**	**-449 872**	**18 708 081**	**5 976 343**	**24 684 424**
Comptabilisation des pertes de crédit attendues (sur instruments financiers)				-1 574 096		-1 574 096	-1 012 491	-2 586 587
Capitaux propres clôture 01.01.2018	**1 794 634**	**11 953 769**		**3 835 454**	**-449 872**	**17 133 985**	**4 963 852**	**22 097 837**
Opérations sur capital		585 901		-585 901				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-897 317		-897 317	-574 702	-1 472 019
Résultat de l'exercice				**1 125 155**		**1 125 155**	**500 697**	**1 625 852**
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres								
Ecarts de conversion					18 867	18 867	-3 191	15 676
Gains ou pertes latents ou différés					**18 867**	**18 867**	**-3 191**	**15 676**
Variation de périmètre				**-18 008**		**-18 008**	**18 984**	**976**
Autres variations				**-47 290**		**-47 290**	**-23 682**	**-70 972**
Capitaux propres clôture 30.06.2018	**1 794 634**	**12 539 670**		**3 412 093**	**-431 005**	**17 315 392**	**4 881 958**	**22 197 350**

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	30/06/2018	01/01/2018* FTA
Résultat avant impôts	**2 167 693**	**3 838 331**
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	307 040	747 408
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	33 940	-16 898
+/- Dotations nettes aux provisions	608 694	561 456
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-20 084	-12 827
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-466 878	-930 281
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	-387 486	-1 406 990
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**75 226**	**-1 058 132**
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	7 097 966	2 079 434
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-2 039 082	2 736 592
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-21 637	8 431 333
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-4 534 801	-1 645 793
- Impôts versés	-201 917	-1 401 950
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**300 531**	**10 199 617**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**2 543 449**	**12 979 816**
+/- Flux liés aux Actifs Financiers Disponible à la Vente	-53 386	-1 166 373
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-64 999	-81 056
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-639 219	-372 909
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-757 604**	**-1 620 338**
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-1 531 701	-1 425 511
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-2 648 423	2 950 430
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-4 180 124**	**1 524 919**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-158 728	434 796
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**-2 553 007**	**13 319 193**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	21 008 455	7 689 262
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	14 490 894	12 155 637
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	6 517 561	-4 466 375
Dont Prêt et Emprunt de tresorerie JJ	*3 016 602*	*-1 153 270*
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**18 455 448**	**21 008 455**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	12 935 947	14 490 894
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	5 519 500	6 517 561
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	**-2 553 007**	**13 319 193**

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	Produits	juin-18 Charges	Net
Opérations avec la clientèle	5 387 169	1 446 759	3 940 410
Comptes et prêts/emprunts	5 044 918	1 426 006	3 618 912
Opérations de pensions		20 753	-20 753
Opérations de location-financement	342 251		342 251
Opérations interbancaires	471 409	662 229	-190 820
Comptes et prêts/emprunts	364 901	654 353	-289 452
Opérations de pensions	106 508	7 876	98 632
Emprunts émis par le Groupe		499 389	-499 389
Instruments à la juste valeur sur capitaux propres			
Instruments de dette	1 401 853		1 401 853
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	**7 260 430**	**2 608 376**	**4 652 054**

En milliers de DH

	Produits	juin-17 Charges	Net
Opérations avec la clientèle	5 398 284	1 485 082	3 913 202
Comptes et prêts/emprunts	5 040 760	1 414 436	3 626 324
Opérations de pensions		70 646	-70 646
Opérations de location-financement	357 524		357 524
Opérations interbancaires	448 085	646 963	-198 878
Comptes et prêts/emprunts	336 334	600 241	-263 907
Opérations de pensions	111 751	46 722	65 029
Emprunts émis par le Groupe			
Instruments de couverture de résultats futurs			
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux			
Portefeuille de transactions	675 819	460 604	215 215
Titres à revenu fixe	675 819	270 852	404 967
Opérations de pensions			
Prêts/emprunts			
Dettes représentées par un titre		189 752	-189 752
Actifs disponibles à la vente			
Actifs détenus jusqu'à échéance	816 181		816 181
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	**7 338 369**	**2 592 649**	**4 745 720**

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	juin-18			juin-17		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	**1 066 522**	**80 823**	**985 699**	**937 696**	**84 076**	**853 620**
- avec les établissements de crédit						
- avec la clientèle	821 845		821 845	723 666		723 666
- sur titres	113 185	36 979	76 206	110 311	60 868	49 443
- de change	131 492	43 844	87 648	103 719	23 208	80 511
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	**376 673**	**131 009**	**245 663**	**342 734**	**103 297**	**239 437**
Produits nets de gestion d'OPCVM						
Produits nets sur moyen de paiement	174 006	38 179	135 827	179 019	32 287	146 732
Assurance						
Autres	202 667	92 830	109 836	163 715	71 010	92 705
Produits nets de commissions	**1 443 194**	**211 832**	**1 231 363**	**1 280 430**	**187 373**	**1 093 057**

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

	juin-18	juin-17
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation		
Plus-values de cession		
Moins-value de cession		
Autres	44 281	31 985
Gains ou pertes sur autres actifs	**44 281**	**31 985**

INFORMATION SECTORIELLE

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôle d'activité :

- Banque au Maroc : Bmce Bank Activité Maroc
- Gestion d'actif : BMCE Capital, BMCE Capital Bourse, BMCE Capital Gestion,
- Services Financiers Spécialisés : Salafin, Maghrébail, Maroc Factoring, Acmar
- Activités à l'International : BMCE International Holding, Banque de développement du Mali, LCB Bank, BOA Group.

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

En milliers de DH

	juin-18						juin-17					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Marge d'Intérêt	2 058 116	-9 636	322 014	-7 314	2 288 874	4 652 054	1 963 218	22 908	383 964	-8 206	2 383 836	4 745 720
Marge sur commissions	565 746	84 981	7 710	0	572 925	1 231 362	550 526	85 776	11 276		445 479	1 093 057
Produits nets bancaires	2 716 513	181 639	333 456	70 059	3 198 276	6 499 943	2 802 950	190 354	402 144	73 677	3 221 401	6 690 526
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-1 547 173	-136 964	-115 027	-43 782	-1 905 084	(3 748 030)	-1 627 304	-132 272	-109 029	-42 852	-1 809 375	(3 720 832)
Résultat Brut d'exploitation	1 169 340	44 675	218 429	26 277	1 293 192	2 751 913	1 175 646	58 082	293 115	30 825	1 412 026	2 969 694
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-267 247	-27 281	-75 113	-7 628	-164 572	(541 841)	-325 460	-29 852	-84 055	-9 112	-157 143	(605 622)
Résultat Part du groupe	490 635	65 314	80 697	460	488 049	1 125 155	575 483	70 900	89 327	22 384	530 306	1 288 400

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

	juin-18						01/01/2018* FTA					
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banque d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Total bilan	184 412 064	858 280	15 742 579	213 117	95 323 370	296 549 410	204 523 139	693 752	11 076 662	(415 344)	95 136 607	311 014 816
Eléments d'actif												
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	2 074 798	14 786	19 618	21 517	3 253 459	5 384 178	2 193 801	97 719	20 398	21 517	3 050 449	5 383 884
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	115 005 898		14 350 766		48 762 888	178 119 552	118 390 934	96	14 423 705		49 169 535	181 984 270
Acitfs financiers à la juste valeur par résultat	29 387 111	152 906	3		953 857	30 493 877	33 809 849	192 764	3		1 242 869	35 245 485
Titres au coût amorti	3 250 350				21 765 271	25 015 621	3 286 607				23 162 946	26 449 553
Eléments du passif												
Dettes envers la clientèle	131 032 682		781 820		62 359 529	194 174 031	135 672 596	17 076	739 090		62 354 836	198 783 598
Fonds propres	14 525 487	332 492	1 169 339	(164 359)	6 334 390	22 197 349	14 191 342	358 467	1 470 727	(639 611)	6 716 912	22 097 837

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATÉGIES DE COUVERTURE

MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank Of Africa a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, outre le Comité de Surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel et le comité de pilotage et de gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

le Pôle Risques Groupe, à travers le Management des Risques Groupe, la direction Analyse des Engagements, la direction Surveillance des Engagements assure, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques en contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank Of Africa ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en oeuvre s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
  - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
  - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises aux process de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
  - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
  - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
  - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troïka".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Pareillement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque du Groupe. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à Bank Al-Maghrib, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

Le Pôle Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank Of Africa, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le pôle est amené à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles);
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de surveillance des comptes en anomalie et de déclassement, et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité Risques Groupes.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne « hors Retail » qui est déployé au niveau du réseau commercial et couvre différents segments bâlois.

Parallèlement, un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation a été développé et implémenté au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la Banque.

BMCE Bank of Africa dispose également d'une grille de score pour les MRE, professionnels et TPE. Cette grille a été implémentée au niveau de la GRC.

RISQUE DE MARCHE

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank of Africa s'articule autour de deux axes principaux:

limites

Limites de Contrepartie sur opérations de marché :

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et des demandes de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank of Africa via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie.

Les transactions de marché font l'objet d'une fixation de limites à priori, selon un schéma délégataire s'appuyant sur le principe de la Troïka.

Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et la diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré. Ces limites reflètent le profil de risque du Groupe et permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché. Le set des limites de marché du Groupe BMCE Bank of Africa se décline comme suit:

- Les limites de stop/loss par activité sur différents horizons ;
- Les limites de positions;
- Les limites de transaction.

Indicateurs de risque

Différents indicateurs de risque reflétant le niveau d'exposition aux risques de marché sont utilisés au sein du Groupe BMCE Bank of Africa et se déclinent comme suit :

Valeur en risque (VaR) globale et par classe d'actif

La Value-at-Risk est une mesure globale et probabilisée du risque de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés.

Stress Testing par facteur de risque

Le Groupe BMCE Bank of Africa réalise des tests de résistance afin d'évaluer la vulnérabilité du portefeuille de négociation du groupe à des scenarii extrêmes. Les stress tests couvrent toutes les composantes du portefeuille de négociation à travers la simulation de l'ensemble des facteurs de risque impactant le portefeuille.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêt mis en place par BMCE Bank Of Africa a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement à lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le LCR (Liquidity Coverage Ratio) : coefficient de liquidité selon les normes de Bâle III ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêt est le risque que l'évolution future des taux d'intérêt vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêt impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer en faisant appel à un ensemble de simulations de *stress testing*, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêt, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêt, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen, long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un évènement externe.

L'objectif prioritaire du Groupe BMCE Bank Of Africa au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des évènements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), coordinateurs risques opérationnels et relais risques opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank Of Africa est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

STRESS TESTING

Le *stress Testing* consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et a pour objectif :

- De renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit ;
- Une meilleure allocation des Fonds Propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille.

Le Groupe BMCE Bank Of Africa intègre le *stress testing* comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de *stress test* sont réalisés régulièrement en sus des *reportings* semestriels instaurés par le régulateur.

ACITFS ET PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

	30/06/2018			01/01/2018* FTA		
	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total	Actifs/Passifs financiers détenus à des fins de transactions	Autres actifs/ Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Total
ACITFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT						
Titres de créance négociables	9 236 817		9 236 817	13 997 669		13 997 669
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	9 216 559		9 216 559	13 486 149		13 486 149
Autres titres de créances négociables	20 258		20 258	511 520		511 520
Obligations	1 877 737		1 877 737	1 133 601		1 133 601
Obligations d'Etat	1 344 664		1 344 664	475 893		475 893
Autres obligations	533 073		533 073	657 708		657 708
Actions et autres titres à revenu variable	18 242 246	1 126 237	19 368 483	18 659 595	1 437 396	20 096 991
Opérations de pension						
Prêts						
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	10 840		10 840	17 224		17 224
Instruments dérivés de cours de change	10 263		10 263	16 647		16 647
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577		577	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	**29 367 640**	**1 126 237**	**30 493 877**	**33 808 089**	**1 437 396**	**35 245 485**
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts		1 774 825	1 774 825		1 737 600	1 737 600
Etablissements de crédit		1 774 825	1 774 825		1 737 600	1 737 600
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	12 083		12 083	37 094		37 094
Instruments dérivés de cours de change	12 083		12 083	37 094		37 094
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	**12 083**	**1 774 825**	**1 786 908**	**37 094**	**1 737 600**	**1 774 694**

BMCE BANK OF AFRICA

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EN NORMES IFRS

www.ir-bmcebankofafrica.ma

VENTILATION DES DÉPRECIATIONS PAR BUCKET

En milliers de DH

	juin-18				01/01/2018* FTA			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Coût amorti								
Prêts et créances sur les établissements de crédit	29 162		69 252	98 414	29 162		69 516	98 678
Prêts et créances sur la clientèle	1 268 305	1 741 420	10 109 749	13 119 474	1 313 542	2 310 794	8 888 506	12 512 842
Titres de dettes	121 054	28 810		149 864	137 310	41 697		179 007
JV par OCI recyclables								
Prêts et créances sur les établissements de crédit								
Prêts et créances sur la clientèle								
Titres de dettes	2 098			2 098	2 670			2 670
Engagements hors bilan								
Engagements hors bilan	167 941	2 358		170 299	250 889	4 259		255 148
TOTAL	**1 588 560**	**1 770 230**	**10 179 001**	**13 369 850**	**1 482 684**	**2 352 491**	**8 958 022**	**13 048 345**

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Valeur Au Bilan	Gains Latents	Pertes Latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	1 629 151		-20 852
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	3 755 027	1 605 948	-525 362

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU COUT AMORTI

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
Comptes à vue	8 325 622	8 291 678	8 291 678
Prêts	13 037 681	13 523 250	13 523 250
Dont prêts de tresorerie JJ	*878 760*	*186 045*	*186 045*
Opérations de pension	187 608	3 430 874	3 430 874
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	**21 550 911**	**25 245 802**	**25 245 802**
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-98 414	-98 678	-68 751
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	**21 452 497**	**25 147 124**	**25 177 051**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30-juin-18	31-déc-17
Comptes à vue	3 040 728	4 874 113
Emprunts	23 583 630	30 481 573
Dont emprunt de tresorerie JJ	*724 949*	*168 500*
opérations de pension	15 732 975	9 603 254
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	**42 357 333**	**44 958 940**

PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AU COUT AMORTI

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
Comptes ordinaires débiteurs	23 790 789	26 047 637	24 743 400
Prêts consentis à la clientèle	144 057 217	142 472 636	142 472 636
Opérations de pension	9 597 092	12 203 716	12 203 716
Opérations de location-financement	13 793 928	13 773 123	13 773 123
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	**191 239 026**	**194 497 112**	**193 192 875**
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-13 119 474	-12 512 842	-9 377 885
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	**178 119 552**	**181 984 270**	**183 814 990**

VENTILATION DES CRÉANCES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
Banque au Maroc	115 005 898	118 390 934	118 209 182
Services Financiers Spécialisés	14 350 766	14 423 705	14 713 386
Activités à l'international	48 762 888	49 169 535	50 892 326
Gestion d'actifs		96	96
Autres Activités			
TOTAL EN PRINCIPAL	**178 119 552**	**181 984 270**	**183 814 990**
Dettes rattachées			
VALEUR AU BILAN	**178 119 552**	**181 984 270**	**183 814 990**

VENTILATION DES CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
Maroc	129 356 664	132 814 735	132 922 664
Afrique	44 291 502	44 937 825	46 643 948
Europe	4 471 386	4 231 711	4 248 378
Total en principal	**178 119 552**	**181 984 271**	**183 814 990**
Dettes rattachées			
Valeur au bilan	**178 119 552**	**181 984 271**	**183 814 990**

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30-juin-18	31-déc-17
Comptes ordinaires créditeurs	103 663 857	119 258 376
Comptes à terme	39 273 945	40 101 156
Comptes d'épargne	36 138 959	23 497 437
Bons de caisse	6 024 877	5 210 624
Opérations de pension	441 526	3 592 561
Autres comptes crediteurs	8 630 867	7 123 444
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	**194 174 031**	**198 783 598**

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

En milliers de DH

	30-juin-18	31-déc-17
Banque au Maroc	130 990 065	135 672 596
Services Financiers Spécialisés	781 820	739 090
Activités à l'international	62 402 146	62 354 836
Gsetion d'actifs		17 076
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	**194 174 031**	**198 783 598**
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	**194 174 031**	**198 783 598**

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTÈLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	30-juin-18	31-déc-17
Maroc	131 771 885	136 428 762
Afrique	60 754 691	60 741 686
Europe	1 647 455	1 613 150
TOTAL EN PRINCIPAL	**194 174 031**	**198 783 598**
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	**194 174 031**	**198 783 598**

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	30 juin-18			31 déc-2017		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	**13 618 586**	**6 077 550**	**7 541 036**	**13 109 310**	**5 806 510**	**7 302 800**
Terrains et constructions	4 061 916	475 393	3 586 523	4 031 041	423 811	3 607 230
Equipement, Mobilier, Installations	4 115 543	2 611 372	1 504 171	4 018 645	2 497 926	1 520 719
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	5 441 127	2 990 785	2 450 342	5 059 624	2 884 773	2 174 851
Immobilisations incorporelles	**1 951 847**	**1 112 840**	**839 007**	**2 078 628**	**1 140 820**	**937 808**
Logiciels informatiques acquis	1 466 983	842 408	624 575	1 463 476	874 855	588 621
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	484 864	270 432	214 432	615 152	265 965	349 187
Immeubles de placements	**3 988 418**	**109 998**	**3 878 420**	**3 906 376**	**81 937**	**3 824 439**

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	30-juin-18	01/01/2018* FTA	31-déc-17
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	**1 087 637**	**832 490**	**685 204**
Dotations aux provisions	22 754	255 147	279 774
Reprises de provisions	-74 787		-170 869
Autres mouvements	-44 220		38 381
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	**991 384**	**1 087 637**	**832 490**

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2018	30/06/2017
CAPITAL (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	1 125 155 193	1 288 399 317
Résultat par Action (EN MAD)	6,27	7,18
Résultat dilué par Action (EN MAD)	6,27	7,18

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,76%	74,76%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LCB Bank	Banque	37,00%	37,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BOA GROUP	Holding Bancaire	72,85%	72,85%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,39%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E
AFRICA MOROCCO LINKS	Transport Maritime	51,00%	51,00%	M E E
BANK AL TAMWIL WAL INMAA	Banque Participative	51,00%	51,00%	M E E

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

BILAN

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2018	31/12/2017
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chéques postaux	**4 731 599**	**5 878 612**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	**21 305 881**	**25 310 048**
A vue	5 923 166	8 842 973
A terme	15 382 715	16 467 075
Créances sur la clientèle	**113 396 252**	**117 240 319**
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	36 474 730	36 762 530
Crédits et financements participatifs à l'équipement	22 867 350	22 310 597
Crédits et financements participatifs immobiliers	39 617 216	40 478 952
Autres crédits et financements participatifs	14 436 956	17 688 240
Créances acquises par affacturage	**1 084 994**	**860 845**
Titres de transaction et de placement	**29 438 372**	**33 890 104**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 868 616	14 291 200
Autres titres de créance	335 907	926 552
Titres de propriété	18 233 849	18 672 352
Certificats de Sukuks		-
Autres actifs	**3 566 061**	**2 692 565**
Titres d'investissement	**3 169 168**	**3 190 421**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	962 247	964 189
Autres titres de créance	2 206 921	2 226 232
Certificats de Sukuks		
Titres de participation et emplois assimilés	**10 307 082**	**10 357 921**
Participation dans les entreprises liées	8 007 466	
Autres titres de participation et emplois assimilés	2 299 616	
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
Créances subordonnées	**196 581**	**202 745**
Dépôts d'investissement placés		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	**132 224**	**103 119**
Immobilisations données en Ijara		
Immobilisations incorporelles	**153 480**	**191 871**
Immobilisations corporelles	**5 338 857**	**5 325 367**
TOTAL DE L'ACTIF	**192 820 551**	**205 243 937**

En milliers de DH

PASSIF	30/06/2018	31/12/2017
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	**20 681 741**	**20 482 268**
A vue	1 996 756	2 620 616
A terme	18 684 985	17 861 652
Dépôts de la clientèle	**131 158 082**	**135 815 145**
Comptes à vue créditeurs	73 802 190	75 986 426
Comptes d'épargne	23 126 821	22 621 427
Dépôts à terme	28 455 585	31 159 953
Autres comptes créditeurs	5 773 486	6 047 339
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
Titres de créance émis	**11 404 228**	**12 565 911**
Titres de créance négociables émis	8 959 435	10 156 422
Emprunts obligataires émis	2 444 793	2 409 489
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	**4 056 815**	**9 010 886**
Provisions pour risques et charges	**692 413**	**685 988**
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	**9 488 098**	**11 447 182**
Dépôts d'investissement reçus		
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	**12 539 670**	**11 953 769**
Capital	**1 794 634**	**1 794 634**
Actionnaires.Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	**37**	**16**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	**1 004 832**	**1 488 138**
TOTAL DU PASSIF	**192 820 551**	**205 243 937**

HORS BILAN

En milliers de DH

HORS BILAN	30/06/2018	31/12/2017
ENGAGEMENTS DONNES	**26 405 027**	**22 867 740**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	570 593	469 741
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 990 773	6 934 207
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 353 457	5 109 213
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	10 745 075	9 131 162
Titres achetés à réméré	78 358	78 357
Autres titres à livrer	4 666 771	1 145 060
ENGAGEMENTS RECUS	**20 321 363**	**18 874 748**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	19 232 443	17 915 756
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	1 078 288	947 160
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	10 632	11 832
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	30/06/2018	30/06/2017
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	**5 581 629**	**5 610 261**
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	275 836	338 428
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèe	2 806 336	2 911 936
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	256 248	258 103
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	641 407	673 422
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	6 505	6 104
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	578 318	562 479
Autres produits bancaires	1 016 979	859 789
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	**2 290 535**	**2 191 605**
Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	424 156	496 641
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	737 679	838 818
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	211 955	214 479
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	5 233	5 233
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	911 511	636 434
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
PRODUIT NET BANCAIRE	**3 291 094**	**3 418 656**
Produits d'exploitation non bancaire	36 902	55 849
Charges d'exploitation non bancaire	5 666	12 137
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	**1 743 513**	**1 755 714**
Charges de personnel	738 696	772 257
Impôts et taxes	61 482	56 646
Charges externes	810 134	726 505
Autres charges générales d'exploitation	4 818	3 083
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	128 383	197 223
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	**535 740**	**597 797**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	510 520	531 542
Pertes sur créances irrécouvrables	16 522	9 132
Autres dotations aux provisions	8 698	57 123
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	**207 911**	**321 763**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	203 019	303 565
Récupérations sur créances amorties	3 294	5 185
Autres reprises de provisions	1 598	13 013
RESULTAT COURANT	**1 250 988**	**1 430 623**
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS	**1 250 988**	**1 430 623**
Impôts sur les résultats	246 156	319 808
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 004 832**	**1 110 812**

(-) signifie moins
(+) signifie plus

PRINCIPALES MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES AU 30 JUIN 2018

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les méthodes d'évaluation sont conformes à celles préconisées par le plan comptable des établissements de crédit

EY
Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc

KPMG
11, Avenue Bir Kacem
Souissi 10000 RABAT
Maroc

BMCE BANK OF AFRICA ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIREPERIODE DU 1er JANVIER AU 30 JUIN 2018

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de BMCE BANK OF AFRICA comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2018. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 24.827.271, dont un bénéfice net de KMAD 1.004.832, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

BMCE BANK OF AFRICA dispose d'un stock d'actifs immobiliers hors exploitation, acquis par voie de dations, pour un montant total de 5,5 milliards de dirhams au 30 juin 2018. Compte tenu des risques inhérents à ces actifs immobiliers, et notamment des incertitudes liées à leurs valeurs de réalisation et à leurs délais d'écoulement, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur de ces actifs au 30 juin 2018.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite cidessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de BMCE BANK OF AFRICA arrêtés au 30 juin 2018, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 septembre 2018

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé

KPMG
Jamal SAAD EL IDRISSI
Associé

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

En milliers de DH

	30/06/2018	30/06/2017
(+) Intérêts et produits assimilés	3 338 419	3 508 465
(-) Intérêts et charges assimilées	1 373 790	1 549 938
MARGE D'INTERET	**1 964 629**	**1 958 527**
(+) Produits sur financements participatifs		
(-) Charges sur financements participatifs		
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS		
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	6 506	6 104
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	5 233	5 233
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION	**1 273**	**871**
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1)		
(+) Commissions perçues	686 319	647 819
(-) Commissions servies	152 234	119 856
MARGE SUR COMMISSIONS (1)	**534 085**	**527 963**
(+) résultat des opérations sur titres de transaction	219 466	188 905
(+) résultat des opérations sur titres de placement	-33 130	76 788
(+) résultat des opérations de charge	165 363	97 340
14.(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-64 840	15 101
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)	**286 859**	**378 134**
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
(+) Divers autres produits bancaires	641 407	673 423
(-) Diverses autres charges bancaires	137 159	120 261
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT		
PRODUIT NET BANCAIRE	**3 291 094**	**3 418 657**
(+) résultat des opérations sur ommibilisation financières (2)	-1 092	4 430
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	36 902	55 848
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	5 248	11 748
(-) Charges générales d'exploitation	1 743 513	1 755 715
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	**1 578 143**	**1 711 472**
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagement par signatures en souffrance	-320 728	-231 923
(+) autres dotations nettes de reprises aux provisions	-6 427	-48 929
RESULTAT COURANT	**1 250 988**	**1 430 620**
RESULTAT NON COURANT		
(-) Impôts sur les résultats	246 156	319 808
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 004 832**	**1 110 812**

	30/06/2018	30/06/2017
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	**1 004 832**	**1 110 812**
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	128 383	197 223
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)	960	
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	7 300	30 000
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions (1)	286	4 820
(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	3	16 544
(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)		
(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	419	390
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**1 141 605**	**1 317 061**
(-) Bénéfices distribués		
(+) AUTOFINANCEMENT	**1 141 605**	**1 317 061**

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	4 323 210	8 868 707
(+) Récupérations sur créances amorties	3 294	21 387
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	36 902	215 861
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	2 477 465	4 964 271
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	5 666	71 516
(-) Charges générales d'exploitation versées	1 615 130	3 262 287
(-) Impôts sur les résultats versés	246 157	608 137
I.FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	**18 988**	**199 744**
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	4 004 167	-747 286
(+) Créances sur la clientèle	3 619 918	-1 441 508
(+) Titres de transaction et de placement	4 472 985	5 579 948
(+) Autres actifs	-873 496	-744 126
(-) Titres Moudaraba et Moucharaka		
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-29 105	-29 119
(+) Immobilisations données en Ijara		
(+) Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés		
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	199 473	-5 284 823
(+) Dépôts de la clientèle	-4 657 063	4 690 724
(+) Dettes envers la clientèle sur financements participatifs		
(+) Titres de créance émis	-1 161 683	489 234
(+) Autres passifs	-4 954 071	-1 684 432
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**621 125**	**828 612**
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	**640 113**	**1 028 356**
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières (1) (4)		
(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles (4)	125 862	600 624
(-) Acquisition d'immobilisations financières (1)	2 925	
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	262 255	685 680
(+) Intérêts perçus	265 353	548 090
(+) Dividendes perçus	135 220	635 095
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**261 254**	**1 098 129**
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
(+) Emission de dettes subordonnées		1 361 646
(+) Dépôts d'investissement reçus		
(+) Emission d'actions		
(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	1 839 138	
(-) Dépôts d'investissement remboursés (2)		
(-) Intérêts versés	209 243	859 884
(-) Rémunérations versées sur dépôts d'investissement (3) (4)		
(-) Dividendes versés		897 317
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**-2 048 380**	**-395 555**
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	**-1 147 013**	**1 730 931**
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	**5 878 612**	**4 147 681**
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	**4 731 599**	**5 878 612**

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 30/06/2018	Total 31/12/2017
Comptes ordinaires débiteurs	**2 856 320**	**2 088**	**1 006 666**	**5 955 574**	**9 820 648**	**11 915 300**
Valeurs reçues en pension	81 964				81 964	3 426 909
Au jour le jour						3 016 602
A terme	81 964				81 964	410 307
Prêts de trésorerie		**800 000**	**775 874**	**3 556 500**	**5 132 374**	**4 275 981**
Au jour le jour		800 000			800 000	2 443 818
A terme			775 874	3 556 500	4 332 374	1 832 163
Prêts financiers		**1 055 208**	**6 444 331**	**356 041**	**7 855 580**	**8 384 665**
Autres créances	**2 895 759**	**159 742**		**58 057**	**3 113 558**	**3 173 167**
Intérêts courus à recevoir	**135**	**3 322**	**13 548**	**16 347**	**33 352**	**12 638**
Créances en souffrance			**4**		**4**	
TOTAL	**5 834 178**	**2 020 360**	**8 240 427**	**9 942 519**	**26 037 484**	**31 188 660**

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2018	Total 31/12/2017
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	**94 414**	**1 545 438**	**23 761 999**	**1 482 184**	**26 884 035**	**26 761 609**
Comptes à vue débiteurs	16 854	1 545 438	14 962 910	1 395 667	17 920 869	18 624 101
Créances commerciales sur le Maroc	13 579		3 577 374		3 590 953	3 858 215
Crédits à l'exportation	54 904		312 617		367 521	360 299
Autres crédits de trésorerie	9 077		4 909 098	86 517	5 004 692	3 918 994
Crédits à la consommation				**9 209 812**	**9 209 812**	**9 586 255**
Crédits à l'équipement	**4 696 338**		**17 054 040**	**897 810**	**22 648 188**	**22 068 652**
Crédits immobiliers			**10 186 199**	**29 359 555**	**39 545 754**	**40 410 267**
Autres crédits de trésorerie		**10 890 014**	**939 660**	**11 021**	**11 840 695**	**15 105 358**
Créances acquises par affacturage	**359 391**		**725 603**		**1 084 994**	**860 845**
Intérêts courus à recevoir	**31 097**	**75 085**	**318 006**	**247 318**	**671 506**	**725 294**
Créances en souffrance			**1 207 844**	**1 388 418**	**2 596 262**	**2 582 885**
Créances pré-douteuses			19 588	397 154	416 742	447 951
Créances douteuses			438 642	167 647	606 289	718 806
Créances compromises			1 022 311	550 920	1 573 231	1 416 128
TOTAL	**5 181 240**	**12 510 537**	**54 193 351**	**42 596 118**	**114 481 246**	**118 101 165**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

En milliers de DH

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2018	Total 31/12/2017
			Financiers	Non Financiers		
Titres côtés	**145 585**	**11 728 870**	**18 264 162**	**404 942**	**30 543 559**	**34 897 287**
Bons du Trésor et valeurs assimilées		11 728 870			11 728 870	15 178 231
Obligations				396 152	396 152	435 946
Autres titres de créance	145 585		30 313	8 790	184 688	610 759
Titres de propriété			18 233 849		18 233 849	18 672 352
Titres non côtés	**1 790 677**	**259 091**	**306**	**13 909**	**2 063 983**	**2 183 237**
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations	1 759 919				1 759 919	1 777 962
Autres titres de créance						201 001
Titres de propriété						
Intérêts courus	30 758	259 091	306	13 909	304 064	204 274
TOTAL	**1 936 262**	**11 987 961**	**18 264 468**	**418 851**	**32 607 542**	**37 080 524**

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	**29 237 836**	**29 202 485**	**29 202 485**			**35 351**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 749 173	10 713 910	10 713 910			35 263
Obligations	5 200	5 200	5 200			
Autres titres de créance	249 589	249 526	249 526			63
Titres de propriété	18 233 874	18 233 849	18 233 849			25
Titres de placement	**235 888**	**235 888**	**235 888**			
Bons du Trésor et valeurs assimilées	154 706	154 706	154 706			
Obligations						
Autres titres de créance	81 182	81 182	81 182			
Titres de propriété						
Titres d'investissement	**3 170 360**	**3 169 169**	**3 068 982**		**100 186**	**1 191**
Bons du Trésor et valeurs assimilées	962 247	962 247	923 300		38 947	
Obligations	2 152 062	2 150 871	2 089 632		61 239	1 191
Autres titres de créance	56 051	56 051	56 051			
TOTAL	**32 644 084**	**32 607 542**	**32 507 355**		**100 186**	**36 542**

CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTÈLE SOCIALE

En milliers de DH

	30/06/2018		31/12/2017	
	Créances	Provisions	Créances	Provisisons
Créances pré-douteuses	475 430	58 688	515 030	67 079
Créances douteuses	1 171 319	565 030	1 388 224	669 418
Créances compromises	6 272 050	4 698 814	5 689 502	4 273 374
TOTAL	**7 918 799**	**5 322 532**	**7 592 756**	**5 009 871**

CRÉANCES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	Brut	30/06/2018 Provisions	Net	31/12/2017 Net	30/06/2018 Net	31/12/2017 Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	195 928		195 928	198 036	195 928	198 036
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL	**195 928**		**195 928**	**198 036**	**195 928**	**198 036**

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2018	31/12/2017
Instruments optionnels achetés	**1 385**	**2 667**
Opérations diverses sur titres	**233 181**	**170 848**
Débiteurs divers	**1 548 327**	**1 311 808**
Sommes dues par l'Etat	1 004 218	733 591
Sommes dues par les organismes de prévoyance		
Sommes diverses dues par le personnel	86 692	88 230
Comptes clients de prestations non bancaires		
Divers autres débiteurs	457 417	489 987
Valeurs et emplois divers	**6 177**	**6 412**
Comptes de régularisation	**1 776 991**	**1 200 830**
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	58 140	10 087
Contrepartie du résultat de change de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan		
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan		
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Charges à répartir sur plusieurs exercices	162 113	181 255
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	148 111	326 508
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	825 734	269 285
Produits à recevoir	123 913	10 778
Charges constatées d'avance	701 821	258 507
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs		
Autres comptes de régularisation	582 893	413 695
Créances en souffrance sur opérations diverses		
TOTAL	**3 566 061**	**2 692 565**

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En milliers de DH

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
02/02/2018	materiel roulant rattache a l'exploitation	5		5	5		
22/06/2018	materiel roulant rattache a l'exploitation	5		5	5		
02/04/2018	materiel roulant rattache a l'exploitation	275	78	197	200	3	
01/06/2018	ensemble de programmes et sollutions informatiques	135 131	9 479	125 652	125 652		
		135 416	**9 557**	**125 859**	**125 862**	**3**	

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur Public	Secteur Privé			TOTAL 30/06/2018	TOTAL 31/12/2017
		Entreprises Financières	Entreprises non Financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	1 564 551	867 318	14 826 312	55 380 431	72 638 612	73 425 538
Comptes d'épargne				23 741 293	23 741 293	23 436 331
Dépôts à terme	2 602 000	7 117 500	3 415 295	14 924 573	28 059 368	28 847 070
Autres comptes créditeurs	2 937 328	532 067	2 278 518	467 101	6 215 014	9 639 901
Intérêts courus à payer	27 392	32 841	79 124	364 438	503 795	466 305
TOTAL	**7 103 879**	**8 516 885**	**20 520 125**	**94 513 398**	**131 158 082**	**135 815 145**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Reclassement Brut au cours de l'exercice/Autres variations	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions					Montant net à la fin de l'exercice
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Reclassement amortissement au cours de l'exercice / Autres variations	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
Immobilisations incorporelles	691 566	-120	96 435	135 131	652 750	499 696	-90	9 143	9 479	499 271	153 480
Droit au bail	97 113	-11			97 102						97 102
Immobilisations en recherches et développement											
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	594 453	-108	96 435	135 131	555 648	499 696	-90	9 143	9 479	499 271	56 378
Immobilisations incorporelles hors exploitation											
Immobilisations corporelles	**9 047 777**	**-57**	**165 820**	**33 153**	**9 180 388**	**3 722 410**	**-41**	**119 240**	**78**	**3 841 530**	**5 338 857**
Immeubles d'exploitation	1 319 106		4 658	4 658	1 319 106	379 031		13 837		392 868	926 238
Terrain d'exploitation	183 375				183 375						183 375
Immeubles d'exploitation - Bureaux	1 135 731		4 658	4 658	1 135 731	379 031		13 837		392 868	742 862
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions											
Mobilier et matériel d'exploitation	1 825 766	-20	50 164	28 496	1 847 414	1 561 924	-15	29 181	78	1 591 011	256 403
Mobilier de bureau d'exploitation	495 868		37 853	28 210	505 511	358 132		9 861		367 994	137 517
Matériel de bureau d'exploitation	203 261	-10	7 921		211 172	178 103	-5	4 326		182 423	28 749
Matériel informatique	967 577	-11	2 887		970 453	915 351	-10	8 517		923 858	46 595
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54 589		10	285	54 314	26 853		4 868	78	31 644	22 671
Autres matériel d'exploitation	104 470		1 494		105 964	83 484		1 608		85 092	20 872
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	2 043 651	-36	43 425		2 087 039	1 518 103	-25	55 570		1 573 648	513 392
Immobilisation corporelles hors exploitation	3 859 255		67 574		3 926 829	263 352		20 651		284 004	3 642 825
Terrain hors exploitation	3 005 901		65 000		3 070 901						3 070 901
Immeubles hors exploitation	687 740				687 740	160 950		16 019		176 969	510 772
Mobilier et matériel hors exploitation	94 740		391		95 131	45 954		3 173		49 127	46 003
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	70 874		2 183		73 057	56 448		1 459		57 907	15 149
TOTAL	**9 739 343**	**-176**	**262 255**	**168 284**	**9 833 138**	**4 222 106**	**-131**	**128 383**	**9 557**	**4 340 801**	**5 492 337**

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	**106 872**	**41 050**		**147 922**	**5 233**	**15 699**				**132 224**
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles		6 642		6 642						6 642
Crédit-bail mobilier	74 000			74 000	5 233	15 699				58 301
Crédit-bail mobilier en cours										
Crédit-bail mobilier loué	74 000			74 000	5 233	15 699				58 301
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
Crédit-bail immobilier	32 686	34 408		67 095						67 095
Crédit-bail immobilier en cours	32 686	34 408		67 095						67 095
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
Loyers courus à recevoir	186			186						186
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
Immobilisation données en location simple										
Biens mobiliers en location simple										
Biens immobiliers en location simple										
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
TOTAL	**106 872**	**41 050**		**147 922**	**5 233**	**15 699**				**132 224**

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 30/06/2018	Total 31/12/2017
Comptes ordinaires créditeurs		**256 404**	**721 230**	**467 976**	**1 445 610**	**2 452 035**
Valeurs reçues en pension	**10 500 036**				**10 500 036**	**9 500 072**
Au jour le jour						
A terme	10 500 036				10 500 036	9 500 072
Emprunts de trésorerie			**743 144**	**5 845 905**	**6 589 194**	**6 195 547**
Au jour le jour				551 000	551 000	699 567
A terme			743 144	5 294 905	6 038 194	5 495 980
Emprunts financiers	**12 641**		**2 037 176**	**294**	**2 050 111**	**2 278 457**
Autres dettes	**9 212**	**398**	**59 755**		**69 365**	**23 912**
Intérêts courus à payer	**13 971**	**341**	**4 729**	**8 384**	**27 425**	**32 245**
TOTAL	**10 535 860**	**257 143**	**3 566 034**	**6 322 559**	**20 681 741**	**20 482 268**

DETTES SUBORDONNÉES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours		Taux	Durée	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité	Montant de l'emprunt monnaie nationale en (contre-valeur DH)
DH	150 000		1	5,95%	Perpétuel		150 000
DH	850 000		1	3,29%	Perpétuel		850 000
DH	950 000		1	3,25%	Perpétuel		950 000
DH	50 000		1	5,30%	Perpétuel		50 000
DH	160 000		1	6,18%	10 ans		160 000
DH	50 000		1	6,18%	10 ans		50 000
DH	790 000		1	3,63%	10 ans		790 000
DH	154 500		1	5,64%	10 ans		154 500
DH	845 500		1	3,45%	10 ans		845 500
DH	626 000		1	4,74%	10 ans		626 000
DH	1 374 000		1	3,36%	10 ans		1 374 000
DH	447 200		1	3,74%	10 ans		447 200
DH	78 900		1	3,74%	10 ans		78 900
DH	1 473 900		1	3,22%	10 ans		1 473 900
DH	200 000		1	7,05%	Perpétuel		200 000
DH	800 000		1	5,52%	Perpétuel		800 000
DH	400 000		1	3,13%	5 ans		400 000

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2018	31/12/2017
Instruments optionnels vendus	**9 061**	**531**
Opérations diverses sur titres	**70 519**	**5 826 824**
Créditeurs divers	**1 950 281**	**1 592 830**
Sommes dues à l'Etat	1 203 281	1 058 941
Sommes dues aux les organismes de prévoyance	90 238	47 640
Sommes diverses dues au le personnel	53 936	197 053
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	900 979	3 662
Fournisseurs de biens et services	-4 103	18 718
Divers autres créditeurs	642 783	266 816
Comptes de régularisation	**2 026 954**	**1 590 701**
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	40 444	58 623
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	30 705	162 623
Charges à payer et produits constatées d'avance	241 045	201 567
Autres comptes de régularisation	777 927	1 167 888
TOTAL	**4 056 815**	**9 010 886**

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2017	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2018
Provisions déduites de l'Actif :	**5 559 578**	**553 502**	**208 472**	**-2 749**	**5 901 859**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 616				58 616
Créances sur la clientèle	4 950 192	510 520	203 019	-147	5 257 546
Agios réservés	1 062	5 308			6 370
Titres de placements	2 811	36 714	5 167	993	35 351
Titres de participation et emplois assimilés	545 429	960		-3 605	542 784
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissement	1 467		286	10	1 191
Provisions inscrites au Passif :	**685 989**	**7 738**	**1 312**	**-2**	**692 413**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	12 784				12 784
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	647 005	7 300			654 305
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	26 200	438	1 312	-2	25 324
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	**6 245 567**	**561 240**	**209 784**	**-2 751**	**6 594 272**

TITRES DE CREANCES EMIS

En milliers de DH

Ligne	Date début	Échéance	Taux	Volume
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2019	4,55%	365 000
CD BMCE	08/05/2014	08/05/2019	4,50%	12 000
CD BMCE	15/07/2016	16/07/2018	2,63%	350 000
CD BMCE	28/11/2016	28/11/2018	2,70%	120 000
CD BMCE	20/12/2016	20/12/2019	3,00%	350 000
CD BMCE	29/03/2017	29/03/2019	2,75%	200 000
CD BMCE	29/03/2017	29/03/2020	2,80%	250 000
CD BMCE	13/04/2017	13/04/2019	2,75%	250 000
CD BMCE	18/04/2017	18/04/2019	2,75%	295 000
CD BMCE	02/05/2017	02/05/2019	2,75%	460 000
CD BMCE	08/05/2017	08/05/2019	2,75%	50 000
CD BMCE	02/06/2017	02/06/2019	2,82%	250 000
CD BMCE	13/07/2017	12/07/2018	2,65%	300 000
CD BMCE	23/11/2017	22/11/2018	2,52%	135 000
CD BMCE	23/11/2017	23/11/2019	2,62%	134 000
CD BMCE	23/11/2017	23/11/2020	2,75%	681 000
CD BMCE	18/12/2017	17/12/2018	2,70%	682 000
CD BMCE	18/12/2017	18/12/2019	2,90%	415 500
CD BMCE	18/12/2017	18/12/2020	3,00%	120 000
CD BMCE	25/12/2017	17/12/2018	2,75%	500 000
CD BMCE	26/12/2017	25/12/2018	2,75%	500 000
CD BMCE	09/03/2018	09/03/2020	2,82%	200 000
CD BMCE	29/03/2018	27/09/2018	2,42%	440 000
CD BMCE	29/03/2018	29/03/2020	2,75%	505 000
CD BMCE	29/03/2018	28/03/2019	2,55%	165 000
CD BMCE	17/04/2018	16/04/2019	2,56%	925 000
CD BMCE	17/04/2018	17/04/2020	2,75%	185 000
			TOTAL	**8 839 500**

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2017	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2018
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	**11 953 768**	**590 800**	**-4 898**	**12 539 670**
Réserve légale	460 306			460 306
Autres réserves	6 587 044	590 800	-4 899	7 172 945
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418			4 906 418
Capital	**1 794 634**			**1 794 634**
Capital appelé	1 794 634			1 794 634
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	**16**	**22**		**38**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	**1 488 138**			**1 004 832**
TOTAL	**15 236 556**			**15 339 174**

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	30/06/2018	31/12/2017
Engagements de financement et de garantie donnés	**21 659 897**	**21 644 322**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**570 593**	**469 741**
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	570 593	469 741
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**6 990 773**	**6 934 207**
Crédits documentaires import	2 353 886	3 370 929
Acceptations ou engagements de payer	1 156 205	935 026
Ouvertures de crédit confirmés	1 700 528	1 807 607
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	73 889	
Autres engagements de financement donnés	1 706 265	820 645
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**3 353 456**	**5 109 213**
Crédits documentaires export confirmés	9 834	93 528
Acceptations ou engagements de payer	60 494	30 722
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés	285 961	4 984 963
Engagements en souffrance	2 997 167	
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**10 745 075**	**9 131 161**
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	6 538 681	6 850 864
Autres cautions et garanties données	4 206 394	2 280 297
Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	**20 310 731**	**18 862 916**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	19 232 443	17 915 756
Garanties de crédits	2 308 647	2 301 176
Autres garanties reçues	16 923 796	15 614 580
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**1 078 288**	**947 160**
Garanties de crédits	30 773	30 773
Autres garanties reçues	1 047 515	916 387

ENGAGEMENTS SUR TITRES

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	Montant
Engagements donnés	**4 745 129**
Titres achetés à réméré	78 358
Autres titres à livrer	4 666 771
Engagements reçus	**10 632**
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	10 632

OPÉRATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVÉS

En milliers de DH

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017
Opérations de change à terme	**18 406 508**	**14 802 386**		**14 118 430**
Devises à recevoir	4 124 488	4 146 333		3 810 970
Dirhams à livrer	2 363 195	1 133 975		2 643 575
Devises à livrer	6 800 749	6 204 754		4 406 225
Dirhams à recevoir	5 118 076	3 317 324		3 257 660
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés	**4 257 135**	**7 440 435**	**289 455**	**300 879**
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	3 500 937	2 666 447	194 516	277 003
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change		4 369 484	93 799	
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	111 270			
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	644 929	404 504	1 140	23 876

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE

En milliers de DH

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
22	43 470 111	29 345 870	4 918 375	535 674

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'Actif ou du Hors Bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 528 434		
Autres titres	6 219 681		
Hypothèques	82 489 926		
Autres valeurs et sûretés réelles	204 195 851		
TOTAL	**303 433 892**		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du Hors Bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	10 203 954		
Autres titres	737 609		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	**10 941 563**		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

En milliers de DH

BILAN	Montant
Actif	**36 614 524**
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	370 307
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20 482 685
Créances sur la clientèle	6 430 833
Titres de transaction et de placement et d'investissement	3 904 489
Autres actifs	147 030
Titres de participation et emplois assimilés	5 072 345
Créances subordonnées	195 928
Immobilisations données en crédit-bail et location	6 642
Immobilisations incorporelles et corporelles	4 265
Passif	**27 216 813**
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	20 214 525
Dépôts de la clientèle	4 944 882
Titres de créance émis	1 944 793
Autres passifs	112 613
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
Hors bilan	
Engagements donnés	5 970 648
Engagements reçus	4 688 132

MARGE D'INTÉRÊTS

En milliers de DH

	30/06/2018	30/06/2017
Intérêts perçus	**3 338 420**	**3 508 467**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	275 836	338 428
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 806 336	2 911 936
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	256 248	258 103
Intérêts servis	**1 373 790**	**1 549 938**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	424 156	496 641
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	737 679	838 818
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	211 955	214 479

COMMISSIONS

En milliers de DH

COMMISSIONS	30/06/2018	30/06/2017
Commissions perçues	**686 319**	**647 819**
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	227 016	266 730
Sur opérations de change	108 002	85 341
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	20 767	24 578
Sur produits dérivés		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	14 082	7 966
Sur moyens de paiement	173 595	178 541
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances	21 015	23 996
Sur autres prestations de service	121 842	60 666
Commissions versées	**152 234**	**119 856**
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change	59 495	59 818
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
Sur produits dérivés	14	136
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	8 102	10 693
Sur moyens de paiement	37 971	32 083
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	46 652	17 127

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2018	30/06/2017
Produits	**908 977**	**780 596**
Gains sur les titres de transaction	47 403	188 905
Plus-value de cession sur titres de placement	286 780	89 233
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	5 167	15 724
Gains sur les produits dérivés	44 270	77 392
Gains sur les opérations de change	525 357	409 342
Charges	**622 121**	**402 461**
Pertes sur les titres de transaction	48 596	
Moins value de cession sur titres de placement	67 703	24 913
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	36 717	3 256
Pertes sur les produits dérivés	109 110	62 291
Pertes sur opérations de change	359 995	312 001
RESULTAT	**286 856**	**378 134**

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH

CHARGES	30/06/2018	30/06/2017
Charges de personnel	738 696	772 257
Impôts et taxes	61 482	56 646
Charges extérieures	814 952	729 588
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	128 383	197 223

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DÉPÔTS

En milliers de DH

	Nombre de comptes		Montants	
	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2018	31/12/2017
Titres dont l'établissement est dépositaire	36 709	36 446	225 495 887	240 190 877
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	86	85	103 480 616	107 258 226
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ

En milliers de DH

CATEGORIE DE TITRES	30/06/2018	30/06/2017
Titres de participation	6 220	6 882
Participations dans les entreprises liées	590 933	629 146
Titres de l'activité de portefeuille	5 593	
Emplois assimilés	38 660	37 394
TOTAL	**641 407**	**673 422**

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	**1 004 832**
Perte nette	
II- Réintégration fiscales	**263 938**
1- Courantes	**17 782**
Charges non déductibles	10 482,00
Provision pour risques généraux	7 300,00
2- Non courantes	**246 156**
Impôts sur les sociétés	246 156
III- Déductions fiscales	**602 747**
1- Courantes	**602 747**
Dividendes	602 747
2- Non courantes	
VI- Résultat net fiscal	**666 023**
Impôts sur les sociétés	246 156
VI- Résultat net fiscal	
Reprise sur provisions pour investissements	

RÉSEAU

En nombre

RESEAU	30/06/2018	31/12/2017
Guichets permanents	735	733
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	888	878
Succursales et agences à l'étranger	41	39
Bureaux de représentation à l'étranger	5	5

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS

En milliers de DH

I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 250 989
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	17 782
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	602 954
(=) Résultat courant théoriquement imposable	665 817
(-) Impôt théorique sur résultat courant	246 352
(=) Résultat courant après impôts	1 004 637
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE

En milliers de DH

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	**109 191**	**340 574**	**354 707**	**95 058**
B- TVA à récupérer	**62 067**	**256 828**	**253 210**	**65 685**
Sur charges	49 197	232 484	224 784	56 897
Sur immobilisations	12 870	24 343	28 425	8 788
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	**47 124**	**83 746**	**101 497**	**29 373**

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 794 633 900 DH **VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10 DH**

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus: Exercice	Nombre de titres détenus: Exercice actuel	Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
A- Actionnaires marocains					
RMA WATANYA	67 Avenue des FAR - Casablanca	53 600 192	53 600 192	29,87%	29,87%
SFCM	239, Bd Mohamed V	907 205	907 205	0,51%	0,51%
FINANCECOM	69 Avenue des FAR - Casablanca	10 705 251	10 705 351	5,97%	5,97%
CIMR	100, Bd Abdelmoumen - Casablanca	7 371 263	7 348 804	4,09%	4,09%
CDG **		17 138 328	15 638 328	8,71%	8,71%
MAMDA/ MCMA	16 Rue Abou Inane -Rabat	9 395 899	9 395 940	5,24%	5,24%
Personnel BMCE		2 481 327	2 452 559	1,37%	1,37%
SBVC et divers		30 834 871	32 385 957	18,05%	18,05%
TOTAL (1)		132 434 336	132 434 336	73,79%	73,79%
B- Actionnaires étrangers					
Banque fédérative du crédit mutuel		47 029 054	47 029 054	26,21%	26,21%
TOTAL		**179 463 390**	**179 463 390**	**100%**	**100%**

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 27 mai 2018			
Report à nouveau	16	Réserves légales	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	897 317
Résultats net de l'exercice	1 488 138	Autres affectations	590 837
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	**1 488 154**	**TOTAL B**	**1 488 154**

RÉSULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH

	30/06/2018	31/12/2017	31/12/2016
Capitaux propres et assimilés	**24 827 271**	**26 683 739**	**24 709 660**
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	3 291 095	6 208 130	6 136 373
Résultat avant impôts	1 250 989	1 938 774	1 875 332
Impôts sur les résultats	246 157	608 137	550 362
Bénéfices distribués	897 317	897 317	897 317
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)			
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale	5	5	5
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	738 696	1 611 041	1 540 320
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice		5 370	5 031

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

I- DATATION

Date de clôture (1) **30/06/2018**

Date d'établissement des états de synthèse (2)

(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

En nombre

EFFECTIFS	30/06/2018	31/12/2017
Effectifs rémunérés	5 367	5 370
Effectifs utilisés	5 367	5 370
Effectifs équivalent plein temps	5 367	5 370
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	5 157	5 154
Employés (équivalent plein temps)	210	216
Dont effectifs employés à l'étranger	46	46

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RESIDUÉLLE

En milliers de DH

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 007 139	3 659 531	2 849 688	5 265 660	600 697	15 382 715
Créances sur la clientèle	14 229 115	8 681 740	9 619 322	23 106 903	31 928 474	87 565 554
Titres de créance	4 055 805	1 088 725	2 199 537	4 733 159	2 296 465	14 373 691
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé	837	1 683	10 086	64 769	56 541	133 916
TOTAL	**20 085 975**	**12 931 679**	**14 178 633**	**33 170 491**	**34 882 177**	**115 248 955**
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12 396 536	3 159 678	282 500	2 828 569	17 702	18 684 985
Dettes envers la clientèle	3 810 302	5 186 546	17 755 170	1 703 568		28 455 585
Titres de créance émis	650 000	165 000	5 249 000	2 775 500		8 839 500
Emprunts subordonnés				1 000 000	8 400 000	9 400 000
TOTAL	**16 856 838**	**8 511 224**	**23 286 670**	**8 307 637**	**8 417 702**	**65 380 070**

BMCE BANK OF AFRICA

ÉTATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2018

www.ir-bmcebankofafrica.ma

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

En nombre

COMPTES DE LA CLIENTELE	30/06/2018	31/12/2017
Comptes courants	115 044	110 204
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	290 107	286 947
Autres comptes chèques	1 255 432	1 211 682
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	916 467	889 960
Comptes à terme	10 063	10 360
Bons de caisse	1 522	1 574
Autres comptes de dépôts		

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

En milliers de DH

	30/06/2018	30/06/2017
Produits et charges		
Autres produits et charges bancaires	105 468	223 355
Autres produits bancaires	1 016 979	859 789
Autres charges bancaires	911 511	636 434
Produits et charges d'exploitation non bancaires	**31 236**	**43 712**
Produits d'exploitation non bancaires	36 902	55 849
Charges d'exploitation non bancaires	5 666	12 137
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	535 740	597 797
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	207 911	321 763

TITRES DE PARTICIPATION AU 30/06/2018

En milliers de DH

	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptablenette
TITRES DE PARTICIPATION							
RADIO MEDITERRANEE	AUDIOVISUEL	708 260	196 650 000	36,02	70 827		70 827
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	GEST, DE LA PLACE FINANCIÈRE DE CASABLANCA	500 000	400 000 000	12,50	50 000		50 000
TANGER MED ZONES	STÉ D'AMÉNAGEMENT	443 396	506 650 000	8,75	44 340		44 340
EMAT	STÉ HOLDING	80 473	8 047 300	100,00	30 365	30 365	
FONCIERE EMERGENCE	PROM, IMMOBILIER INDUSTRIEL ET DE SERVICES	338 436	372 172 274	8,06	33 844		33 844
ECOPARC DE BERRECHID	STÉ D'AMÉNAGEMENT	120 000	55 000 000	21,82	12 000		12 000
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	GESTION MONÉTIQUE	109 990	98 200 000	11,20	11 000		11 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	FONDS D'INVESTISSEMENT	100 000	100 000 000	10,00	10 000		10 000
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	GEST.IM.TECHNO PARC	56 500	46 000 000	12,28	5 650		5 650
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	ETS FINANCIER	12 000	600 000 USD	20,00	971	971	
AFRICA CO-DEVELOPMENT GROUP	ASSURANCE	20 001	10 000 000	20,00	500		500
MITC CAPITAL	GEST, FONDS MNF	4 000	2 000 000	20,00	400		400
STE RECOURS	STÉ DE RECOUVREMENT	3 750	2 500 000	15,00	375	375	
511 TITRES DE PARTICIPATION					**270 271**	**31 710**	**238 560**
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
BOA GROUP	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	437 837	93 154 535	72,85	3 015 104		3 015 104
BBI	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	157 659 285	157 659 285	100,00	1 968 534		1 968 534
STE SALAFIN	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	1 790 432	239 449 700	74,77	628 635		628 635
LITTORAL INVEST	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	26 000	2 600 000	100,00	450 000		450 000
MAGHREBAIL	CRÉDIT BAIL	726 220	138 418 200	52,47	370 770		370 770
LOCASOM	LOCATION LONGUE DURÉE	784 768	83 042 900	94,50	336 882		336 882
AFRICA MOROCCO LINKS	TRANSPORT MARITIME	1 632 000	320 000 000	51,00	163 200	30 000	133 200
O TOWER	STÉ D'AMÉNAGEMENT	1 560 000	260 000 000	60,00	156 000		156 000
BANK AL-TAMWEEL WA AL-INMA - BTI	BANQUE PARTICIPATIVE	2 040 000	400 000 000	51,00	153 000		153 000
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	121 726	25 000 000 000 FCFA	32,38	139 619		139 619
HANOUTY	DISTRIBUTION	76 486	16 767 900	45,60	121 815	121 815	
BMCE CAPITAL	BANQUE D'AFFAIRES	100 000	100 000 000	100,00	100 000		100 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	BUREAU D'ÉTUDE	155 437	40 000 000	38,85	90 192		90 192
LCB BANK	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	370 000	10 000 000 000 FCFA	37,00	77 763		77 763
RIYAD ALNOUR	HÔTELLERIE	3 000	300 000	100,00	78 357		78 357
SOCIETE D'AMENAGEMENT TANGER TECH - SA-TT	STÉ D'AMÉNAGEMENT	4 000 000	500 000 000	80,00	62 500		62 500
MAROC FACTORING	FACTORING	450 000	45 000 000	100,00	51 817		51 817
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	TRAITEMENT DE L'INFORMATION	116 000	11 600 000	100,00	46 591		46 591
BMCE EUROSERVICES	ETS FINANCIER	3 768	4 831 000	78,00	41 709		41 709
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700		29 700
RM EXPERTS	RECOUVREMENT CRÉANCES	200 000	20 000 000	100,00	20 000		20 000
DOCUPRINT (STA)	STÉ DE SERVICE	50 000	5 000 000	100,00	19 000		19 000
ACMAR	ASSURANCES ET SERVICE	100 000	50 000 000	20,00	10 001		10 001
SONORMA	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	600	100 000	60,00	8 280	960	7 320
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	STÉ DE BOURSE	67 500	10 000 000	67,50	6 750		6 750
STE FINANCIERE ITALIE	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE	600 000	600 000 EURO	100,00	6 642	6 642	
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	GESTION OPCVM	250 000	25 000 000	100,00	6 443		6 443
EURAFRIC INFORMATION	SERVICE INFORMATIQUE	41 000	10 000 000	41,00	4 100		4 100
BMCE ASSURANCES	ASSURANCES	15 000	1 500 000	100,00	3 025		3 025
IT INTERNATIONAL SERVICE	STÉ DE SERVICE INFORMATIQUE	3 100	31 000 EURO	100,00	343		343
MORAD IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
AKENZA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SAISS IMMO NEJMA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL PRIMERO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL SECONDO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
SUX HILL TERCIO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
NOUACER CITY IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
MOHIT IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
IKAMAT TILILA	PROMOTION IMMOBILIÈRE	1 000	100 000	100,00	0		0
FARACHA IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
NEJIMI IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
KRAKER IMMO	PROMOTION IMMOBILIÈRE	100	10 000	100,00	10		10
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES					**8 166 883**	**159 417**	**8 007 466**
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
PROPARCO	ETS CRÉDIT MULTI-NATIONAL	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	177 603		177 603
E.S.F.G.	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	923 105	207 075 338 EUR	0,45	176 495	176 495	
E.S.I	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	467 250	500 400 000 EUR	0,93	151 933	151 933	
UBAE ARAB ITALIAN BANK	ETS CRÉDIT/ÉTRANGER	63 032	159 860 800 EUR	4,34	73 328		73 328
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	STÉ D'INVEST EN CAPITAL À RISQUE	4 868	238 425 000 EUR	2,10	53 875		53 875
BOURSE DE CASABLANCA	BOURSE DES VALEURS	310 014	387 517 900	8,00	31 373		31 373
MAROC NUMERIC FUND	FONDS D'INVESTISSEMENT	150 000	75 000 000	20,00	15 000	7 566	7 434
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	ETS CRÉDIT	6 000	150 000 000 USD	4,00	28 500		28 500
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	FONDS D'INVESTISSEMENT	107 500	150 000 000	7,17	10 750	5 395	5 355
INMAA SA	SOCIÉTÉ DE SERVICE	53 333	20 000 000	26,67	5 333	2 323	3 010
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	30	378 488 000 USD	0,079	2 930		2 930
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	ETS FINANCIER	50	987 316 000 USD	0,03	2 850		2 850
FIROGEST	FONDS D'INVESTISSEMENT	2 500	2 000 000	12,50	250		250
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	GESTION DES FONDS DE GARANTIE	588	1 000 000	5,88	59		59
515 TITRES DE L'ACTIVITÉ DE PORTEFEUILLE					**730 278**	**343 712**	**386 567**
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	BANQUE D'INVESTISSEMENT	285 065	442 817 300	6,44	103 997		103 997
MUTANDIS SCA	FONDS D'INVESTISSEMENT	832 458	680 405 100	12,23	96 807		96 807
MUTANDIS AUTOMOBILE SCA	DISTRIBUTION AUTOMOBILE	846 892	630 000 000	13,44	91 359		91 359
ROYAL RANCHES MARRAKECH	PROMOT. IMMOBILIÈRE ET TOURISTIQUE	106 667	800 000 000	13,33	60 000		60 000
VIGEO	CONSEIL FINANCIER	24 000	12 577 015 EUR	0,95	5 313		5 313
SOGEPOS	STÉ D'AMÉNAGEMENT	46 216	35 000 000	13,20	4 622		4 622
LA CELLULOSE DU MAROC	PÂTE À PAPIER	52 864	700 484 000	0,75	3 393	3 393	
SMAEX	ASSURANCES ET SERVICE	22 563	50 000 000	4,51	1 690		1 690
FRUMAT	AGRO-ALIMENTAIRE	4 000	13 000 000	3,08	1 450	1 450	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	IMMOBILIER	12 670	19 005 000	6,67	1 267		1 267
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	10 000	60 429 000	1,65	1 000		1 000
MAROCLEAR	DÉPOSITAIRE CENTRAL	803	100 000 000	4,02	803		803
STE IPE	EDITION ET IMPRESSION	8 013	10 000 000	8,01	801		801
CASABLANCA PATRIMOINE S.A	DÉVELOPPEMENT LOCAL	5 000	31 000 000	1,61	500		500
GECOTEX	INDUSTRIE	5 000	10 000 000	5,00	500	500	
SOCIETE ALLICOM MAROC	INDUSTRIE	5 000	20 000 000	2,50	500	500	
DAR ADDAMANE	ORGANISMES DE GARANTIE	1 922	75 000 000	0,64	481		481
PORNET	SERVICE INFORMATIQUE	1 800	11 326 800	1,59	180		180
SINCOMAR	AGRO-ALIMENTAIRE	494	37 440 000	0,13	49	49	
SWIFT	STÉ DE SERVICE	23	434 020 000 EUR	0,01	24		24
DYAR AL MADINA	CIE IMMOBILIÈRE	640	20 000 000	0,32	9		9
RMA WATANYA	ASSURANCES	5	1 796 170 800	0,00	2		2
RISMA	TOURISME	10	1 432 694 700	0,00010	2		2
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					**374 750**	**5 893**	**368 857**
COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS							
RYAD ENNOUR					471 643		471 643
MORAD IMMO					372 314		372 314
O TOWER					244 049		244 049
AKENZA IMMO					46 784		46 784
SUX HILL SECONDO					48 547		48 547
SAISS IMMO NEJMA					42 936		42 936
BMCE IMMOBILIER					38 000		38 000
SUX HILL PRIMERO					25 684		25 684
SUX HILL TERCIO					14 953		14 953
MARTCO					1 500	1 500	
SIÈGE G.P.B.M.					723		723
ALLICOM MAROC					552	552	
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					**1 307 684**	**2 052**	**1 305 632**
TOTAL GÉNÉRAL					**10 849 866**	**542 784**	**10 307 082**

Sont assortis de la mention "Néant" pour le 1er semestre 2018, les états suivants :

- **Etat des dérogations ;**
- **Etat des changements de méthodes ;**
- **Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.**

Société Anonyme au capital de 1.794.633.900 dirhams
Siège Social : Casablanca - 140, Avenue Hassan II.
Arrêté du Ministre des Finances n° 2348-94 du 14 rabii I 1415 (23 août 1994).
R.C. Casablanca n° 27.129

BMCE BANK OF AFRICA
البنك المغربي للتجارة الخارجية لإفريقيا